

Le débat sur la Hongrie s'approfondit entre les Partis communistes

Il ne s'agit plus maintenant, pour quiconque se prononce sur la Hongrie, de condamner seulement l'intervention soviétique, ou d'estimer les rapports existant entre Kadar et les masses; la situation actuelle est une situation transitoire qui, si elle laisse dans l'indétermination bien des voies de développement futur, a l'avantage de permettre un bilan de l'étape parcourue depuis le 23 octobre. Et, une fois déblayé l'amas de calomnies proférées par les A. Stil du monde entier, il est possible de confronter les positions en présence, celle de l'Union Soviétique d'une part, celle des communistes polonais et yougoslaves d'autre part. Dans son discours prononcé à Bel-

L'INSURRECTION HONGROISE ETAIT-ELLE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE?

Du côté soviétique, les choses sont simples. La résolution adaptée au cours de la conférence, qui a réuni à Budapest les représentants des partis communistes d'Europe Orientale (à l'exception des Polonais), donne une valeur officielle à la thèse selon laquelle l'insurrection hongroise serait essentiellement l'œuvre de contre-révolutionnaire. Vu sous cet angle, les crimes de Rakosi se réduisent à quelques erreurs, et la participation de la classe ouvrière aux combats contre le gouvernement de Geroë à la confusion semée chez « certains éléments » par la propagande réactionnaire. La conclusion logique de cette analyse, c'est qu'il faut soutenir inconditionnellement le gouvernement Kadar, et, plus encore, l'Union Soviétique qui, en dépêchant ses blindés en Hongrie, a bien mérité du socialisme.

Aucun militant communiste, en dehors de quelques professionnels dont c'est le métier d'être satisfait des explications qu'on leur fournit, ne souscrit à la lettre de cette explication. Ouvriers et intellectuels veulent savoir l'origine des « erreurs » monstrueuses de Rakosi et Geroë; ils ne peuvent admettre que l'on cherche à dissimuler l'hostilité fondamentale des masses à la politique de cette clique.

UNE GRANDE INITIATIVE OUVRIERE.

Dans son discours, Kardelj ébauche une telle étude: « Et enfin, quelle consolation la conscience socialiste peut-elle trouver dans l'affirmation que la classe ouvrière, onze ans après sa propre victoire, s'est laissé prendre dans les filets de la contre-révolution? Même en supposant que cela soit vrai, qui faut-il blâmer et condamner pour cela? La classe ouvrière, ou le système politique qui a mis cette classe dans l'absurde situation de lutter contre ses propres intérêts historiques?... En réalité, la classe ouvrière hongroise a agi, malgré tout, d'une manière socialiste, en force élémentaire, mais elle seule. Elle a été influencée, il est vrai, dans ses conceptions du système d'Etat, de la démocratie et des rapports de partis, par la phraséologie petite-bourgeoise, abstraitement libérale, mais elle a défendu en même temps avec énergie la propriété sociale des moyens de production. Qui plus est, elle a développé encore cette acquisition socialiste en instituant les Conseils ouvriers et, de la forme de propriété d'Etat, elle a fait une forme de propriété sociale, par la gestion démocratique directe de la communauté des producteurs. Et les masses ouvrières se sont prononcées pour l'unification des Conseils ouvriers, pour leur organisation jusqu'au sommet, pour pouvoir exercer ainsi une influence directe sur le pouvoir central de l'Etat. Cela montre que malgré sa confusion idéologique, la classe ouvrière hongroise a trouvé, en fait, la vraie voie vers le pouvoir. »

Les deux aspects essentiels de l'insurrection hongroise se trouvent ainsi soulignés: le soulèvement ouvrier et paysan contre le gouvernement a été la seule voie d'expression de l'hostilité des masses contre le régime bureaucratique; au cours de ce soulèvement, le prolétariat a forgé des organismes d'action qui, simples conseils au départ, se sont transformés dans la lutte, en organes de gestion directe de l'Etat ouvrier. Où est

grade, le 7 décembre dernier, E. Kardelj a clairement souligné toutes les implications politiques des divergences qui séparent à l'heure actuelle les Partis Communistes en deux fractions. Etudier les origines et la nature de cette opposition radicale, c'est parvenir à une compréhension meilleure des problèmes qui, sous l'étiquette de la déstalinisation, se posent à tout le mouvement ouvrier: — comment éliminer — complètement les racines du bureaucratisme stalinien; comment, dans la lutte révolutionnaire pour le pouvoir, au cours de l'édification du socialisme, assurer le maximum d'efficacité et de démocratie au combat des travailleurs.

Mais beaucoup d'entre eux craignent que la colère des travailleurs n'ait profité qu'aux éléments réactionnaires; c'est pourquoi, ils soutiennent, malgré d'innombrables réticences, l'intervention soviétique en Hongrie, car celle-ci leur semblait le seul moyen de mater la contre-révolution menaçante.

A l'appui de leur thèse, les dirigeants staliniens fournissent quelques arguments: le déchaînement de la foule contre la police politique de Rakosi; les concessions effectuées par Nagy, dans la dernière période, aux partis petits bourgeois; l'extrême confusion politique des masses, qui empêchait toute autre politique que l'action militaire contre les rebelles.

Chaque jour, la presse stalinienne fournit quelques faits, soigneusement truqués en général, pour étayer ces points essentiels de son argumentation. Il importe donc de rétablir la vérité, en montrant la véritable nature des événements de Hongrie, et en soulignant qu'il est impossible de procéder à une analyse marxiste de la situation, sans chercher les origines politiques et sociales de l'insurrection générale des masses contre le système politique de Rakosi-Geroë.

la contre-révolution? Du côté de ces conseils qui, pour la première fois depuis 1917, permettaient à la classe ouvrière d'atteindre son maximum d'efficacité dans l'action? Prétendre pareille chose c'est renoncer trop ouvertement aux traditions léninistes; aussi, les staliniens ont-ils vite renoncé à calomnier les Conseils ouvriers hongrois. Aucun mensonge ne pouvait abolir le fait que tous les Conseils ouvriers, à l'exemple de celui de Miskolc, qui a joué un rôle décisif dans la constitution de la Fédération des Conseils, défendaient un programme de défense du socialisme et de la propriété collectivisée. Le journal hongrois *Mai Wa* écrivait le 20 décembre dernier: « Peut-on vraiment traiter de fascistes des dirigeants, des Comités ouvriers connus de milliers de leurs camarades comme des hommes honnêtes et sincères? Le moment est venu de mettre un terme à tout cela. » Le Conseil ouvrier de Gyoër, si souvent taxé de fascisme, diffusait, le 28 octobre, un appel qui se terminait ainsi: « Nous ne voulons pas que revienne le vieux système capitaliste, nous voulons une Hongrie indépendante et socialiste. »

CONFUSION ET CONTRE-REVOLUTION

Obligés de revenir sur leurs mensonges premiers, les journalistes et dirigeants staliniens trouverent alors d'autres arguments: les Conseils ouvriers étaient incapables de lutter efficacement contre la confusion qu'entretenait Nagy, avec ses concessions successives. Il n'existait plus aucune force organisée, sauf celle de la contre-révolution, agissant dans les sommets gouvernementaux aussi bien que dans les Comités de base. Les Soviétiques devaient donc intervenir.

Là encore, nous voilà entraînés loin des faits réels. Et il faut préciser qu'à la veille de la deuxième intervention soviétique, le Gouvernement Nagy bénéficiait de l'appui des principaux Comités révolutionnaires du pays, et que, par

conséquent, le calme tendait à se rétablir un peu partout. C'est du moins ce qu'affirmait, sans démenti, l'agence hongroise MTI dans un communiqué du 30 octobre; sur le plan militaire, la situation était identique, puisque les principaux groupes d'opposition avaient rallié la milice nationale, dirigée par le communiste Maletér.

Les concessions de Nagy? Il n'est pas question d'en minimiser le caractère. Mais la lutte essentielle se situait à un autre niveau que celui du gouvernement, à celui des masses en action. Ainsi que l'indique Kardelj: « .. ce serait une grande erreur et une illusion de croire que les conflits révolutionnaires auraient trouvé une solution définitive avec la forme de gouvernement Nagy, tel que ce gouvernement se présentait le 4 novembre. Bien au contraire, la bataille pour la forme sociale et politique définitive ne faisait alors que commencer, et personne, à moins d'inventer, ne peut dire comment elle se serait terminée ». La seule voie révolutionnaire possible était de développer l'action du prolétariat, seule chose décisive dans la lutte pour le socialisme. L'URSS a écrasé la contre-révolution; elle a frappé en même temps les travailleurs en lutte. Quelle confusion peut-il résulter d'une telle action qui laisse en suspens tous les problèmes politiques qui se posaient dès le 23 octobre!

LES CONSEILS OUVRIERS, ORGANES DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

En fait, l'intervention soviétique avait un but essentiel: détruire le réseau des Conseils ouvriers et, en rétablissant l'ordre par des moyens militaires, permettre le maintien d'un gouvernement qui, les « erreurs » en moins, manifesterait, à l'égard des masses, la même crainte que celui de Rakosi.

Kadar, le 10 décembre, a indiqué que les « Membres du Conseil Central Ouvrier préféraient s'occuper exclusivement des questions politiques pour construire un nouveau pouvoir à opposer aux organismes exécutifs de l'Etat... Les Conseils ouvriers des entreprises restent autorisés, à condition qu'ils s'occupent de tâches économiques ». En d'autres termes, la classe ouvrière peut tout faire, sauf agir en tant que telle sous le régime de la dictature du prolétariat! Dans « La Pravda », Pavlov est venu apporter à cette prise de position des références théoriques. Pour lui, la caractéristique de la dictature du prolétariat, c'est l'action du parti; Kardelj ne fait que « s'appuyer sur la spontanéité anarchiste, qui exige à tout propos le retour à la fausse démocratie bourgeoise ». Kardelj devrait être plus modeste car il parle de déperissement de l'Etat, alors que l'Etat n'a pas déperissé en Yougoslavie. D'ailleurs, « il y a longtemps que le PCUS a condamné comme une exigence anarcho-syndicaliste, contraire aux principes du marxisme, les propositions visant à enlever à l'Etat socialiste les fabriques et les usines pour les remettre à différents groupements ouvriers ».

Il n'est question ici, ni de défendre inconditionnellement Kardelj, ni d'embellir l'état de la Yougoslavie; mais le témoignage des communistes yougoslaves est particulièrement important, car, au début, ils ont soutenu l'intervention soviétique et placé des espoirs en Kadar. C'est la pression des faits qui les a amenés à poser, à propos de la Hongrie, le problème essentiel de la démocratie ouvrière.

D'autre part, les curieux arguments de Pavlov, malgré les références qu'il fait à Lénine, reflètent une conception singulière de la dictature du prolétariat. Qui d'autre qu'un bureaucrate fielleux peut ainsi opposer l'Etat ouvrier et les Comités ouvriers de base. Conseillers à ce théoricien qui a plus de confiance dans l'appareil que dans les masses de revenir vraiment à Lénine. Dans toute son œuvre, il trouvera des citations comme celle qui est extraite ici de la brochure « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets ». « Il existe une tendance petite bour-

(Suite page 11.)